HAL open science

SOUDAN/SOUDAN DU SUD

Marc Lavergne

To cite this version:

Marc Lavergne. SOUDAN/SOUDAN DU SUD. Gildas Simon. Dictionnaire des migrations internationales. Approche géohistorique, Armand Colin, pp.297-303, 2016, Dictionnaire des migrations internationales.Approche géohistorique, 978-2-200-25012-6. halshs-01202352

HAL Id: halshs-01202352

https://shs.hal.science/halshs-01202352

Submitted on 9 Jan 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

DICTIONNAIRE des migrations internationales

APPROCHE GÉOHISTORIQUE

Sous la direction de
Gildas SIMON

ARMAND COLIN

Scanned by CamScanner

sur la confiance, utilisé par de nombreuses communautés émigrées.

Mais la diaspora en Occident est la principale source de l'argent transféré par la diaspora. Il s'y développe une élite économique dont le rôle politique en Somalie est croissant. L'Amérique du Nord et le Royaume-Uni accueillent les plus larges communautés. Aux États-Unis, les plus grandes concentrations sont à Minneapolis, dans l'Ohio et dans la région de San Diego. Au Canada, Toronto et Ottawa accueillent les plus importantes communautés. L'Inde (Bangalore et Hyderabad) et le Pakistan accueillaient chacun dans les années 1990 un millier d'étudiants boursiers. La Malaisie est devenue depuis un pays attractif pour les étudiants qui bénéficient d'un soutien financier familial.

Migrations secondaires, tertiaires dans un mouvement perpétuel vers de meilleurs pays d'accueil au grès des opportunités d'emploi (libéral), d'études, de recompositions familiales, circulation des hommes et des biens (argent, khat) connectent ces îlots de Somalie hors territoire d'où partent chaque année *via* les *xawaalad* près de 2 milliards de dollars pour la Somalie. La construction de la diaspora somalienne à partir des années 1990 a contribué à réinterroger l'identité Somali. Du stade de demandeurs d'asile à l'avenir incertain à celui de pôles interconnectés, la communauté des exilés somaliens a traversé des étapes essentielles dans la prise de conscience qui fait d'elle une diaspora.

Géraldine Pinauldt

➢ Djibouti, États du Golfe, États-Unis, Éthiopie, Italie, Royaume-Uni, Yémen

SOUDAN/SOUDAN DU SUD

- **Pop. (2013) : 37 964 300 hab.**
- **Sup. : 1 861 484 km²**
- **IDH (2013) : 166e/187**

Le Soudan, qui était jusqu'à sa partition (juillet 2011) le plus vaste pays d'Afrique (2,5 millions de km²), entouré de neuf voisins, est l'un des pays qui ont connu les plus grandes migrations de population depuis la période coloniale. L'absence d'histoire écrite hormis quelques récits de voyageurs remontant au XVIIIe siècle, et la rareté de recherches ethnolinguistiques ou archéologiques sur l'ensemble du territoire, hormis la haute Antiquité « égyptienne », font qu'il est encore aujourd'hui difficile de retracer avec certitude les mouvements de population qui ont peuplé le Soudan au cours des siècles passés. Mais ces mouvements sont encore à l'œuvre de nos jours, dans certains cas, en toile de fond des migrations brutales, forcées qui vont retenir notre attention.

Depuis les années 1970, le Soudan a connu des déplacements massifs de population : d'abord en tant que terre d'accueil pour des réfugiés venus de pays voisins, puis en tant que terre d'exode de populations victimes de conflits internes (première guerre civile au sud du pays, entre 1955 et 1972, seconde guerre civile au sud et dans les régions limitrophes du Nil Bleu et des monts Nouba entre 1983 et 2005, guerre du Darfour depuis 2003, conflit dans les monts Nouba et au Sud-Nil Bleu depuis 2011…) fuyant famines et combats sur son territoire. De nombreux chiffres ont circulé quant au nombre de personnes concernées à un titre ou un autre par ces migrations. Mais ces chiffres ne sont que des estimations, le plus souvent hasardeuses, qui visent à donner un semblant de rigueur à l'action des intervenants étrangers : le chiffrage est un élément-clé dans la mobilisation de la solidarité internationale et de la sensibilisation du public.

IMMIGRATION

Une terre ancestrale de translations lentes

Le Soudan est de toute éternité une terre de translations lentes de groupes entiers qui s'y sont arrêtés et y ont fait souche : pèlerins sur la route des lieux saints d'Arabie, venus d'Afrique de l'ouest et du Maghreb, Fellata des sultanats du Nigeria du Nord, importés par les Britanniques comme main-d'œuvre des plantations et qui se sont implantés sur les rives du Nil Bleu, et lentes migrations des Peulhs Mbororo conduisant leurs troupeaux jusqu'aux pieds du massif abyssin. Et au Sud-Soudan, les peuples nilotes Nuer, Dinka, ou Anuak sont les cousins des Masaï

Scanned by CamScanner

d'Afrique de l'Est et seraient venus s'installer avec leurs troupeaux dans la cuvette marécageuse du haut-Nil au XVIIe siècle.

Prégnance du nomadisme ou du semi nomadisme comme mode de vie dans le désert

Le tiers septentrional est parcouru par les tribus chamelières en quête de pâturages, et la steppe (le tiers central, la bande soudano-sahélienne des géographes), l'est par des pasteurs de chameaux, de chèvres et de moutons au nord, et des pasteurs bovins au sud, tandis que le tiers sud, terre de savanes – qui couvre l'essentiel du territoire actuel du Soudan du Sud –, est une terre de transhumances saisonnières d'éleveurs bovins. Les mouvements réguliers de population sont donc la règle, et sont conditionnés par l'accès aux ressources et non pas par l'existence de frontières : translations sur le temps long des pasteurs venus de l'ouest de l'Afrique dans la bande sahélo-sahélienne (les Peulhs), transhumances méridiennes épousant le rythme des moussons entre le désert et la savane, et transhumances entre zones inondées de la cuvette du haut-Nil et monticules cultivés en saison des pluies au sud.

La traite des esclaves, facteur de repli sur les hauteurs ou à l'écart des grands axes, de l'Antiquité pharaonique jusqu'à la deuxième moitié du XIXe siècle

Les peuples « paléo-nigritiques », des monts Nouba au Soudan central, ou des Beni Shangul au pied du massif abyssin, sont le vestige de ces tentatives de se mettre à l'abri des razzias grâce à l'obstacle du climat et du relief. D'autres zones, comme le Sud-Darfour, le nord de l'Equatoria occidental et du Bahr el Ghazal sont encore aujourd'hui désertés, comme le nord-est de la Centrafrique, à la suite des razzias du XIXe siècle (qui furent la cause de l'invasion du Soudan en 1821 par les troupes turco-égyptiennes du vice-roi d'Égypte, Mohamed Ali).

Le principal espace mondial de repli et d'accueil dans les années 1970

La tutelle égyptienne, de 1821 à 1885, a entraîné de vastes mouvements internes de population, consécutifs à ces razzias d'esclaves, et aux mutations de l'économie, en voie d'intégration dépendante au marché mondial. L'Empire mahdiste, résultat de la révolte socioreligieuse de tenants d'une résistance à ce nouvel ordre mondial, puis la période britannique (condominium anglo-égyptien de 1898 à 1956) prétendument placée sous le signe de la *pax britannica*, ont chacun suscité d'importants déplacements internes de population. Dans une moindre mesure, la colonisation génère également une immigration transfrontalière, vers les nouvelles fermes irriguées modernes le long des Nils et dans la Mésopotamie soudanaise, la Jézira. Elle concerne une population originaire du Nord-Nigeria, les Fellata, qui constitue aujourd'hui la majeure partie de la population des rives du Nil Bleu.

La vague de sécheresse qui frappe le Soudan (1968-1974), conjuguée aux effets de politiques d'insertion au commerce international des produits agricoles au détriment du développement des campagnes, a provoqué les premières vagues de migrations internes, des campagnes vers les villes. À partir du milieu des années 1970, le Soudan devient le pays du monde qui accueille le plus d'immigrants. Aujourd'hui, ces vagues de grande ampleur des années 1970 ont cessé depuis 25 ans et ces réfugiés sont rentrés dans leurs foyers ou ont été intégrés dans les communautés locales. Mais d'autres conflits ont éclaté dont certains perdurent et continuent de chasser ou de maintenir certains groupes hors des frontières ou de leurs foyers. Il faut souligner la difficulté d'appliquer strictement la distinction juridique entre déplacés et réfugiés, tant elle est parfois vide de sens pour les intéressés eux-mêmes, qui font moins allégeance à un État qu'à leur groupe d'appartenance, ou qui du fait de leur mobilité, se réfèrent à plusieurs lieux comme patrie.

Le Soudan, terre d'accueil pour les réfugiés d'Éthiopie, d'Ouganda et du Tchad

Avec la chute de l'Empire éthiopien en 1975, et l'arrivée au pouvoir du « dictateur rouge » Mengistu Hailé Mariam en 1977, les réfugiés érythréens arrivent par centaines de milliers dans l'est du Soudan, bientôt rejoints par les réfugiés tigréens plus au sud, entre Nil Bleu et Atbara *(voir Érythrée, Éthiopie)*. De grands

Scanned by CamScanner

camps sont ouverts à leur intention le long de l'axe routier entre Khartoum et Port-Soudan, dans la région de Gedaref et de Kassala. Cette dernière ville, frontalière de l'Érythrée et berceau de la confrérie Khatmiya à laquelle adhèrent de nombreuses tribus soudanaises et l'ensemble des Musulmans érythréens, était déjà peuplée de Beni Amer, le seul des groupes constituant le grand peuple Béja, à avoir adopté la langue arabe. À cheval entre l'Érythrée et le Soudan, ils s'estiment les maîtres de cette province du Taka coupée en deux par les colonisateurs italien et britannique. De même, sur la côte de la mer Rouge, et jusqu'à l'Atbara dans l'intérieur, nomadisent les Rashaida, un groupe arabe qui a quitté l'Arabie du Sud en 1846 et vit aujourd'hui de l'élevage chamelier, mais surtout de la contrebande entre les deux rives de la mer Rouge, et dont les ramifications s'étendent de Port-Soudan à Massaoua en Érythrée.

Hormis ces groupes frontaliers, les réfugiés de l'intérieur sont accueillis dans des camps organisés et gérés par les agences de l'ONU et une multitude d'ONG internationales. Ce sont des lieux ouverts et nombreux sont les réfugiés, en quête aussi de travail, qui se sont rendus en toute liberté dans les grandes villes et la capitale. Compte tenu de la proximité culturelle (en dépit des différences religieuses et linguistiques) et de leurs compétences appréciées, ces réfugiés, qui travaillent sur place dans les grandes exploitations agricoles mécanisées ou dans les services à Khartoum, ont été très bien accueillis par la population soudanaise. Les Tigréens, qui sont de même souche que les Tigrinya érythréens, mais qui n'ayant pas « bénéficié » de la colonisation italienne, sont moins qualifiés et ouverts sur le monde, se retrouvent dans une situation plus dramatique, d'autant que leur mouvement rebelle (le TPLF) est beaucoup plus faible que les mouvements érythréens (FPLE et FLE) qui disposent de cadres formés et d'un véritable appareil de soutien de sa population. Chaque nouvelle offensive « Étoile rouge » du Derg appuyé par l'URSS amène son nouveau lot de dizaines de milliers de réfugiés.

Depuis la chute de Mengistu et la prise du pouvoir à Addis Abeba par le TPLF en 1991 et l'indépendance de l'Érythrée en 1993, ces réfugiés sont de façon plus ou moins volontaire rentrés chez eux. Les grands camps édifiés au milieu de la vaste plaine d'argile comme Wad Kawli, qui comptait plus de 100 000 habitants, ont disparu. Une communauté importante d'Érythréens et d'Éthiopiens a néanmoins fait souche à Khartoum, où elle joue un rôle économique considérable, dans le domaine de la restauration et des services.

Un autre foyer de l'immigration se trouve au sud du pays, dans un tout autre univers, pratiquement inaccessible depuis Khartoum. À la frontière de l'Ouganda se regroupent les victimes des combats du début des années 1980 entre les différents groupes et peuples qui se battent pour accéder au pouvoir à Kampala, après la chute d'Idi Amin Dada *(voir Ouganda)*. Son propre groupe d'origine, est particulièrement visé, ainsi que les petits peuples à cheval sur la frontière : Kuku, Kakwa, Nubis… Ces réfugiés de la région de Yéi à Nimulé bénéficient de l'hospitalité de leurs congénères, qui leur offraient des terres où s'installer et cultiver. Ils sont également rentrés chez eux après la stabilisation de la situation, et accueilleront plus tard à leur tour les réfugiés sud-soudanais, de la reprise des combats en 1983 jusqu'à la paix signée en 2005 entre le gouvernement central et le mouvement rebelle du SPLA. Pendant ce temps, le Darfour à l'ouest subit le contrecoup des tentatives du colonel Kadhafi de s'emparer du Tchad. Le Darfour devient un lieu de passage et de refuge pour les perdants, dans le flux et reflux des groupes combattants : Légion islamique, mouvements tchadiens rebelles… La frontière qui coupe en deux les Tama, les Massalit, les Zaghawa et d'autres groupes voit ces populations tchadiennes trouver un abri précaire au Soudan, ou vice-versa, sans pour autant avoir le sentiment de se rendre à l'étranger, puisqu'elles sont accueillies par leurs phratries.

ÉMIGRATION

L'émigration de travail soudanaise est d'abord le fait de Soudanais éduqués et arabophone en direction du Golfe et de migrants non arabophones et peu qualifiée vers l'Égypte et la Libye depuis les années 1970. En dehors de ces deux courants parallèles, l'émigration des Soudanais dans et hors des frontières du pays

Scanned by CamScanner

est essentiellement une fuite provoquée par les multiples conflits qui ont émaillé l'histoire de la région.

Une forte émigration de travail autant que de survie vers l'Égypte et les pays du Golfe

Des flux de migrants de travail – migration de travail autant que de survie qui conduit des millions de Soudanais à émigrer – se sont développés depuis un quart de siècle vers l'Égypte (où ils peuvent s'installer librement, en vertu du traité de complémentarité (« Takamoul ») signé durant les années 1970 entre les deux pays) ou vers la Libye à travers le désert occidental, le but ultime étant la traversée de la Méditerranée vers l'Europe, ou le passage en Israël à travers le Sinaï.

Une autre destination, plus encadrée, est celle des pays du Golfe, où sur les centaines de milliers de Soudanais, une part importante est néanmoins en situation irrégulière L'émigration vers le Golfe est majoritairement légale et concerne des catégories éduquées, fort prisées pour leur compétence et leur probité. Le montant des remises est estimé à 1,126 milliard de dollars, dont un tiers environ d'Arabie saoudite (source : Banque mondiale). En revanche, les membres des régions périphériques et marginalisées n'obtiennent ni permis de sortie des autorités de Khartoum, ni visa d'entrée des pays d'accueil, à cause de la volonté des autorités soudanaises de réserver l'accès à ces rentes à son élite arabisée et islamisée. Les originaires de ces régions se dirigent donc plus facilement vers l'Égypte et la Libye, par des réseaux clandestins, et s'entassent dans certains quartiers du Caire ou des ports libyens pour tenter le passage vers l'Europe. Il s'agit là de migrations de survie qui ne donnent pour l'essentiel pas lieu à des envois de remises *(voir Arabie saoudite, Égypte, Israël).*

La seconde guerre civile (1983-2005) : migrations internes et exode vers les pays limitrophes

Jusqu'au début des années 1980, on l'a vu, le pays est d'abord le réceptacle de réfugiés des pays voisins. À partir de 1983, et la chute du dictateur Nimeiri en 1985, la situation s'inverse : une nouvelle guerre civile de vingt ans démarre, avec dans un premier temps surtout des déplacements internes. Paradoxalement en apparence, la population ciblée (surtout les Dinka du Bahr el Ghazal) cherche son salut en migrant vers Khartoum, ou vers les grandes villes du nord, qui se trouvent envahies par cet afflux continu de migrants en quête de sécurité. Dans d'autres régions du sud plus périphériques, la population soumise aux coups de boutoir de l'armée régulière soudanaise ou aux affrontements entre groupes rebelles, se réfugie en Éthiopie, où se trouve la base du SPLA, soutenu par Mengistu et l'URSS ; les camps de réfugiés de Gambela et d'Itang sont aussi des viviers de combattants plus ou moins volontaires pour le SPLA. En revanche, les camps qui s'ouvrent au nord du Kenya (Lokichoggio, Kakuma) sont gérés par les agences de l'ONU et les ONG internationales, pour lesquelles le terrain sud-soudanais devient une zone d'opérations primordiale et portée par les médias et la diplomatie occidentale, dans le cadre de la guerre froide finissante.

Après le coup d'État militaro-islamiste de juin 1989, le mouvement de migration s'accentue et prend une dimension brownienne, avec un aspect de sauve-qui-peut ou le choix entre émigration et déplacement interne dépend uniquement du lieu d'existence et de sa distance avec une région plus sûre. En mai 1991, la chute de l'URSS entraîne celle de Mengistu et le départ précipité du SPLA, dont les camps sont vidés en quelques jours de leur population, tandis que les camps du Kenya et d'Ouganda se remplissent lors des offensives de saison sèche de l'armée du gouvernement, renforcée par l'Iran et la Chine. Dès lors, le SPLA reçoit l'aide de la CIA, par le canal de l'ONU et des ONG qui en dépendent. Le contrôle des déplacés devient un but de guerre, tant pour le gouvernement que pour les mouvements rebelles puisqu'il permet de s'assurer un accès à l'aide qui est massivement détournée en faveur des combattants et de leurs chefs.

Toute estimation quantitative du nombre de réfugiés et de déplacés à un moment donné est évidemment difficile, étant donné la mobilité des populations, l'incapacité de l'ONU et de ses agences de fournir des chiffres fiables : on estime qu'au moins 4 millions de Sud-

Scanned by CamScanner

Soudanais ont quitté leurs foyers durant ces vingt ans de guerre, soit la moitié du total. Mais on n'a qu'une vague estimation des pertes en vies humaines durant cette période (entre 3 et 4 millions).

Au tournant des années 2000, l'exploitation du pétrole au sud fait entrevoir des perspectives de paix, avec l'intervention des États-Unis et de certains pays européens ; mais le gouvernement soudanais accélère du coup le nettoyage ethnique des régions pétrolifères (*Western Upper Nile*) pour en rendre plus sûre la prospection aux sociétés intéressées (chinoise, suédoise, autrichienne…). Les Nuer sont massivement massacrés et les survivants chassés de leur territoire, de même que les Nouba qui vivent le long de l'oléoduc évacuant le pétrole brut vers la mer Rouge.

La contre-insurrection au Darfour : un transfert massif et durable de population vers les camps, sur place et au Tchad

C'est en 2003 qu'éclate la crise du Darfour, dont la cause directe est le règlement de paix en cours entre le mouvement rebelle du sud et le gouvernement central et dont les autres peuples marginalisés du Soudan s'estiment exclus. La contre-insurrection, d'autant plus brutale qu'elle allie bombardements et mitraillages aériens avec des attaques au sol de cavaliers janjawid (« les cavaliers du Diable »), chasse en deux ans 2,5 millions déplacés et réfugiés de leurs foyers. Véritable nettoyage ethnique qui frappe les principaux peuples représentant l'identité du Darfour : les Four, les Massalit, les Zaghawa mais aussi la plupart des peuples non arabisés du cœur de l'ancien sultanat. Les départs sous la mitraille ou les bombes se font dans des conditions effroyables, vers les abords des villes où règne l'ordre gouvernemental et où s'affairent les ONG et les agences humanitaires de l'ONU, chargées de masquer l'inaction des gouvernements occidentaux.

En avril 2004, le HCR dresse une carte de la situation répertoriant une cinquantaine de camps. Environ 800 000 personnes sont alors déplacées (source : Programme alimentaire mondial, mars 2004). Les plus grandes concentrations sont situées au Nord-Darfour autour des villes de Kutum (120 000 au total) et de Mornay (80 000), suivies par Korma, Kebkabiya, El-Geneina et Garsila qui abritent environ 50 000 habitants chacun. Mais 250 000 habitants se réfugient au Tchad, dans une douzaine de camps montés par le HCR. Enfin, 110 000 habitants de l'extrême nord et la zone frontière se sont réfugiés au Tchad, où des camps apparaissent, échelonnés le long de la frontière. Au Darfour-Ouest, la localisation des camps est plus diffuse, et la population tend à se rapprocher de la frontière ou à la franchir pour s'installer de façon dispersée juste de l'autre côté.

La partition du Soudan, cause de nouvelles migrations

L'indépendance du Sud-Soudan, le 9 juillet 2011, a provoqué d'importants mouvements de population : les déplacés d'origine sudiste installés à Khartoum et dans les grandes villes du nord, où ils avaient fait souche depuis trente ans ou plus, ont été dépouillés de leurs biens et chassés brutalement vers le sud, où ils n'avaient souvent plus d'attaches et où rien n'avait été prévu pour les accueillir.

D'autre part, la guerre a vite repris dans les monts Nouba et le Nil bleu, le gouvernement refusant d'appliquer le statut spécial qui leur avait été conféré dans le cadre de l'accord de paix de Naivasha en janvier 2005. Les bombardements des régions montagneuses ont entraîné la fuite des villageois, vers l'Éthiopie et le Sud-Soudan pour le Nil Bleu, vers la province d'Unity au Sud-Soudan pour les monts Nouba.

Ainsi, le camp de Yida, à 20 kilomètres au sud de la frontière a accueilli 30 000 réfugiés dès le début 2012, passés à 60 000 en juillet, pour atteindre 140 000 habitants aujourd'hui. Les réfugiés refusent ce qualificatif : en se référant à l'unité antérieure du Soudan, et au compagnonnage d'armes qui les a fait lutter aux côtés des rebelles du sud au sein du SPLA, ils ne se considèrent pas comme des étrangers. Ce camp situé au milieu des marais, à 20 kilomètres au sud de la frontière entre les deux Soudans, donc relativement à l'abri, a accueilli des réfugiés venus de la moitié sud des monts Nouba : la distance relativement faible qui sépare les réfugiés de leurs foyers permet de mettre femmes et enfants à l'abri, tandis que les hommes et

Scanned by CamScanner

les garçons tentent de rester sur place pour les travaux des champs et le gardiennage des troupeaux, dans la mesure où les bombardements des Antonov le permettent. Un partage des fonctions s'opère : les femmes ravitaillent les hommes en parcourant la distance à pied, selon le rythme des distributions de nourriture du Programme alimentaire mondial. Mais les habitants accueillis par la petite communauté dinka qui était installée sur place se sont mis à cultiver des jardins, à construire leurs cases avec les matériaux locaux, et ont développé une économie dynamique autour de leurs productions, des aides qui leur parviennent et de la position du camp sur un axe routier secondaire, mais prometteur, entre Bentiu, capitale de la zone pétrolifère d'Unity au sud, et Kadugli, chef-lieu de la province du sud Kordofan/monts Nouba au nord.

Là encore mais d'une manière auto-générée, le camp est en train de se muer en ville, point focal pour une population étrangère au milieu local, mais qui fonctionne en symbiose avec les villages et les terroirs situés de l'autre coté de la frontière.

Perspectives : les migrations soudanaises, un bouleversement socioculturel à double face

Le grand chambardement du Darfour a donc eu des conséquences durables, même si la situation n'est pas stabilisée : des groupes rebelles continuent de résister dans la montagne centrale et l'insécurité liée au banditisme est générale sur les axes routiers et dans les campagnes tandis que l'armée gouvernementale continue de chasser les populations rurales des régions qu'elle ne parvient pas à contrôler. Néanmoins, la croissance urbaine gonflée par le déversement d'aide et de technique occidentales est durable : le boom économique provoqué par le déversement massif d'aide et de technologie occidentale a eu un impact durable sur l'économie et les mentalités locales. Nyala, la capitale de l'ensemble de la région (aujourd'hui divisée en six provinces) est devenue une ville moderne, où des capitaux venus de Khartoum se sont investis dans l'agro-alimentaire en particulier : avec la perte des champs pétrolifères du Sud-Soudan en 2011, l'agro-business est redevenu un domaine d'élection des capitaux islamistes, soudanais ou venus du Golfe. En l'absence d'accord de paix, une répartition durable de la population s'est mise en place : les pôles d'activité moderne, branchés sur l'économie internationale, se sont développés, tandis que les espaces en creux, à l'écart, des montagnes, des déserts, sont abandonnés.

Dix ans plus tard, tous ces déplacés et ces réfugiés sont toujours dans leur lieu d'exil, où la violence continue de régner, même si les humanitaires et les diplomates s'en sont allés. Une force de Casques bleus africains est censée les protéger, mais ils sont toujours soumis à l'arbitraire et aux exactions de l'armée soudanaise et des janjawid, qui patrouillent autour des camps, à l'affût des femmes qui sortent de cet abri précaire pour aller chercher du bois au loin. Du côté des rescapés, l'envie de rentrer dans leurs foyers est partagée. D'une part, le souvenir du village d'origine est associé à un traumatisme qui ne s'efface pas, et à la perte de tous les biens, des êtres chers et d'un genre de vie disparu. La vie dans le camp est un basculement dans un autre univers : celui de la précarité certes, et de la dépendance ; mais aussi celui d'un monde régi par de nouveaux codes, dominé par d'autres cultures, que ce soit la culture urbaine des représentants de l'État, ou la culture occidentale des porteurs d'aide humanitaire. D'autre part, la découverte dans les camps d'une vie nouvelle, marquée par l'oisiveté et la déchéance, l'humiliation quotidienne, a aussi été l'occasion de découvrir un confort inconnu jusqu'alors : accès sans effort à la nourriture et à l'eau potable, aux soins médicaux, parfois à l'éducation primaire : une vie d'assisté, certes, mais dont les repères ont bouleversé définitivement les hiérarchies et les compétences nécessaires à la survie.

La dépossession s'accompagne donc d'une conquête d'atouts et de compétences nouvelles, ce qui introduit un clivage nouveau entre générations : à la nostalgie des Anciens s'oppose souvent l'engagement des jeunes dans une vie nouvelle dont les références sont désormais extérieures à la tribu et au pouvoir des Anciens, une rupture de la transmission et des liens d'autorité. À la prise d'autonomie des femmes, délivrées des corvées ménagères, mais auxquelles s'offrent de nouvelles possi-

Scanned by CamScanner

bilités de socialisation, autour du dispensaire, du point d'eau, de la distribution des rations, répond la dépossession des hommes privés du travail des champs, des soins du bétail, du plaisir de la chasse et de la gestion des affaires de la communauté. Et c'est tout ce pan mystérieux des migrations qui mériterait de retenir l'intérêt, en ce qu'il porte en lui les prémisses de l'avenir. L'aide d'urgence apportée massivement a donc des conséquences ambivalentes, et certainement délétères, ou accélératrices de changement culturel et social, auprès de la population qui en bénéficie, d'autant que le temps passé a vu naître une nouvelle génération qui n'a pas connu la vie d'antan et qui grandit avec d'autres repères, d'autres valeurs, urbaines ou urbanisées, que celles de leurs parents. Et la tranche d'âge des grands-parents a disparu, soit durant les attaques auxquelles elle n'a pu échapper, soit n'ayant pu survivre aux déplacements et aux privations de l'exode. Elle n'a donc pas pu transmettre aux enfants les traditions, la culture et bien souvent la langue d'origine. C'est là, sans doute, le plus grand succès du gouvernement de Khartoum, dans sa volonté de soumission par l'assimilation culturelle autant que par l'élimination.

Le cas soudanais montre que les migrations, tant internes qu'externes, ne sont pas en voie de stabilisation, et qu'elles ne font au contraire que s'amplifier. La porosité des frontières s'accroît et elles ne sont plus, bien souvent, que des instruments dont la fonction et l'utilité varient au gré des circonstances et des acteurs : lieux où se concentrent le commerce, les trafics, des dynamiques nouvelles souvent impulsées par des populations migrantes ou à cheval, abris et espoirs d'accueil et d'assistance pour les migrants de survie comme pour les groupes armés rebelles et les malfaiteurs : les janjawid qui ont servi de milices au gouvernement de Khartoum, devenues indésirables au Darfour opèrent dans le nord de la RCA, tandis que la *Lord Resistance Army*, chassée de l'Ouganda, s'est repliée dans l'est de la RCA : les frontières permettent aux éléments de déstabilisation, entre banditisme et allégeance aux pouvoirs en place, de perdurer comme une menace permanente pour les populations contraintes à des déplacements successifs.

Une Afrique nouvelle apparaît ainsi, en filigrane des États, Afrique dont les axes mouvants sont tracés par les groupes en migration ou les éléments dont la géographie mentale s'affranchit des contours institutionnels hérités du passé. Le Soudan est l'un des creusets de ces désorganisations/réorganisations, puisqu'il est tenu au nord par une formation armée politico-militaire soudée autour d'un projet idéologique voire d'une vision totalitaire et appuyée sur une référence islamique conquérante, opportuniste mais foncièrement anti-occidentale. Un des atouts de ce projet est la situation du Soudan, en contact avec la Corne de l'Afrique, de la région des Grands lacs, du bassin du lac Tchad et du Congo, mais aussi à la jonction entre Sahel, péninsule arabique et vallée du Nil.

De nouveaux acteurs, de nouveaux projets, autour de nouvelles ressources apparaissent ainsi. Des populations s'agrègent autour de nouveaux foyers, créant des centres de stabilisation temporaire où des formes de résilience et d'adaptation se font jour : un intense brassage s'opère entre groupes naguère distants, conduisant à des mutations culturelles constantes et à une apparente anomie des mouvements de population. Avec en toile de fond la compétition accrue entre grandes puissances d'hier et pays émergents pour la maîtrise de ces territoires et de leurs ressources…

Marc Lavergne

➢ Égypte, Arabie saoudite, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Ouganda, Tchad

---

SYRIE

- **Pop. (2013) : 21 898 100 hab.**
- **Sup. : 185 000 km²**
- **IDH (2013) : 118e/187**

L'immigration vers la Syrie est un phénomène ancien car cet espace est demeuré une terre de passage depuis la haute antiquité. Mais la Syrie géographique ne correspond plus à l'entité politique actuelle. Elle était, avant la Première Guerre mondiale, une vaste province de l'Empire ottoman « *Bilàd al-Shàm* » (« le pays du soleil ») qui couvrait l'actuel Proche-Orient (Syrie actuelle, Liban, Palestine, Transjordanie) ; ses grands centres urbains attiraient

Scanned by CamScanner